

Initiatives ministérielles

données figurent dans une série de comptes différents. Ce qu'elles montrent est clair.

Une voix: Très clair.

M. Harvey (Edmonton—Est): Très clair, en effet. Ce ne peut pas être plus clair que cela.

Ce que les chiffres montrent, c'est que pour la période 1980-1990—une décennie qui n'a rien de particulier à cet égard, on pourrait en choisir une autre et on aurait le même résultat—donc, pendant cette décennie, alors que les sociétés contrôlées par des Canadiens dans le secteur pétrolier ont produit des rentrées de 1,5 milliards, les sociétés étrangères au Canada ont été responsables d'une sortie nette de 25,3 milliards.

C'est ce que l'on peut appeler une ponction sévère pour l'économie canadienne. Il est certain que cela nous coûte des millions d'emplois. Il est certain que cela restreint toute activité économique qui aurait pu en résulter et que cela nuit à notre économie. C'est le prix du contrôle étranger dans le secteur pétrolier. C'est simple et clair. Cela ne devrait surprendre personne.

Dans le projet de loi C-106, nous proposons de reproduire sur les territoires du Canada précisément les conditions qui ont entraîné cette ridicule sortie de capitaux de notre pays à cause du contrôle étranger sur le bassin sédimentaire de l'Ouest dans les années 80.

Ces faits sont si évidents, si clairs et si indiscutables qu'on se demande avec stupeur la raison pour laquelle un gouvernement ayant à coeur l'intérêt national du Canada proposerait un projet de loi aussi absurde.

• (1635)

Je dois dire qu'à moins d'invoquer la théorie du complot ou la totale stupidité, je trouve difficile de trouver une explication raisonnable. Il y a celle qui a été donnée par les représentants de l'industrie, par exemple l'association canadienne des producteurs de pétrole, qui se fait passer pour une association canadienne, mais qui est principalement, mais non exclusivement, une couverture pour les sociétés contrôlées par les Américains qui sont exploitées au Canada. Cette association a envoyé une lettre au comité qui a présument étudié le projet de loi pour dire ceci: «Les capitaux migrent dans les pays qui offrent des conditions attrayantes et des revenus concurrentiels. Les critères de participation canadienne décou-

ragent les entrées de capitaux nécessaires.» N'est-ce pas paradoxal?

La lettre poursuit: «Les critères de participation canadienne, qui sont restrictifs, découragent l'apport de capitaux, car ils signalent aux investisseurs étrangers qu'on n'a pas besoin de leurs capitaux et qu'on n'en veut pas. Ce message négatif nuit, en fin de compte, aux compagnies canadiennes qui sont toujours à la recherche de capitaux pour leurs opérations.»

Prétendre que cette mesure législative profitera aux compagnies canadiennes alors que son seul but est de permettre aux compagnies étrangères d'opérer plus librement sur le sol canadien est clairement un argument spécieux. Sans vouloir avoir l'air de me moquer, je crois pouvoir dire sans me tromper que l'argument avancé à cet égard par la CAPP et compagnie est pour le moins intéressé.

Cela m'amène au dernier mystère que j'aimerais aborder cet après-midi. Pour quelles raisons obscures l'opposition officielle se trouve-t-elle à appuyer ce projet de loi? Vous vous souviendrez, monsieur le Président, que lors du vote à l'étape de la deuxième lecture, tous les libéraux présents à la Chambre ont voté pour ce projet de loi. Je pense que si nous procédions à un vote par appel nominal à l'étape de la troisième lecture, ils feraient la même chose. Pour moi, c'est un mystère.

Au fil des ans, j'ai souvent été en désaccord avec le Parti libéral du Canada sur bien des choses, mais je l'ai toujours considéré comme un parti plutôt nationaliste. Comment un parti quasi nationaliste peut-il arriver à appuyer cette petite merveille d'hypocrisie qui nous livre pieds et poings liés aux étrangers? Je n'en reviens pas. Je n'y comprends rien.

Je meurs d'impatience de voir les députés libéraux présents ici cet après-midi se lever et justifier pourquoi le parti de Pearson, le parti de Trudeau, le parti de Saint-Laurent, le parti de Mackenzie King, le parti de tous les premiers ministres libéraux de valeur et connaissant l'histoire de cette nation, appuie cette honteuse mesure législative qui va nous ruiner. Je meurs d'impatience, mais je ne m'attends pas à grand-chose.

Je ne doute pas que ce projet de loi soit adopté. La seule majorité du gouvernement suffit à l'assurer. Aucun argument invoqué à l'étape de la deuxième lecture, au comité ou ici, cet après-midi, ne pourrait justifier l'adoption de ce projet de loi, étant donné ses conséquences néfastes certaines.